



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

8 juin
La République
piétinée
p. 3

pôle emploi

FRANCE TRAVAIL



Les dangers d'une réforme

• **Libertés syndicales**

Les postiers au tribunal p. 6

• **Espagne**

Le 23 juillet, on vote ! p. 15

2 € - N° 3980 - Du 16 au 22 juin 2023



l'Édito

Gaz. On va où ?



Michel Marc
rédacteur en chef

La fin des tarifs réglementés de vente aux particuliers du gaz au 1^{er} juillet place les usagers et consommateurs devant un choix urgent à opérer. 2 600 000 foyers sont concernés. Les fournisseurs ne manquent pas qui vantent leurs tarifs à long-terme de colonnes, de courriers et de publicité sur le net. Ils ne produisent rien, n'entretiennent pas les réseaux de distribution, ils achètent des lots sur les marchés et ils vendent. Dans quelques jours donc, liberté leur sera accordée de fixer les prix de vente. Nous verrons bien. Mais il faudra choisir. Dans la jungle de la concurrence libre et non faussée, le citoyen, bien malgré lui, va devoir arbitrer. Sans aucune connaissance technique, sans aucune maîtrise. Belle perspective. Le consommateur devient responsable de ce qui lui arrive. Comme pour l'électricité. Comme pour la téléphonie. Comme pour le Fret-rail...

Nous pourrions, sans aucun doute, accepter sans mot dire, sans même réfléchir aux enjeux, et subir, en silence. « *C'est comme ça, on n'y peut rien...* ».

Nous pourrions aussi contester. Certaines forces, associatives, syndicales et politiques mettent en avant des alternatives possibles. La CGT, de son côté, est très active sur ce terrain, œuvrant et militant pour un « *Pôle public de l'énergie réunifié* » dans le cadre d'un *Établissement public à caractère industriel et commercial, Epic* », excluant les spéculations, les spéculateurs et les fabuleux bénéfices réalisés. D'autres syndicats penchent dans ce sens, de plus en plus nombreux. Du côté politique, les partis de gauche de la Nupes, aujourd'hui, ne déploient pas tous les mêmes efforts. Les discussions permettent quand même des avancées. Le PCF, historiquement, et LFI, comme la CGT, sont aussi porteurs de l'exigence démocratique d'un service public réunifié, d'un pôle public « *énergie* » débarrassé des intérêts financiers. Les citoyens devront peser.

Annonces

Samedi 17 juin de 13h30 à 19h - Les apports de Paul Boccard pour une nouvelle civilisation de partage pour toute l'humanité en visio (voir le déroulé et l'accès sur <http://66.pcf.fr/125203>).

Mardi 20 juin de 11h à 13h - Dédicace de Hélène Casanova, avec son livre « *Fleurs forestières de printemps* » (*) - Librairie La Libambulle à Prades.

Mercredi 21 Juin à 10h - Dédicace du nouveau livre de David Roux « *La poésie de l'outil* » - à la Médiathèque intercommunale de Prades avec la participation de la librairie La Libambulle.

Vendredi 23 juin à 18h30 - UPTC. Moi, Français-juif-arabe, comment j'ai démissionné du sionisme ? (Conférence de Michel Bénizri) - Clap-Ciné à Canet-en-Roussillon.



Jean-André MAGDALOU, président de l'ADECR, maire d'Alénya,
Michel CORONAS, porte-parole de la Fédération du PCF

Vous invitent à une table ronde sur la thématique du transport ferroviaire local,

Lundi 19 juin 2023 à 18h30

Salle Jo Cazach (ancienne mairie), place général De Gaulle - Rivesaltes.

En présence de M. Patrick Cases, conseiller régional.



Billetterie Online :

<https://my.weezevent.com/fete-du-travailleur-catalan-1>

Liste des points de vente militants

Vendeurs vignettes villages

- **Vernet-les-Bains :**
- . Pierre - 06 85 69 97 22
- . Ève et Dominique - 06 26 56 28 85
- **Canet-Village :**
- . Michelle - 06 22 24 59 79
- **Elne**
- . Aïcha - 06 95 71 51 87
- . Chez Cricri Bar - 04 68 22 34 89 - 55 route nationale.
- **Alénya :**
- . Sarita - 06 10 02 02 83
- **Perpignan :**
- . Le Travailleur Catalan - 04 68 35 63 64 - 44 - avenue de Prades.
- . Henri - 06 62 92 51 61-
- **Banyuls-sur-Mer :**
- . Marie-Françoise - 06 85 40 23 29
- **Estagel :**
- . Dominique - 06 46 02 19 06
- . Caveau Pons Gralet - 04 68 57 23 83 - 2 Bd Jean Jaurès
- **Argelès-sur-Mer :**
- . Michèle - 06 70 97 82 81
- **Saint-Paul-de-Fenouillet :**
- . Mas Peyre - 06 18 70 62 24 - 30 Av. Général de Gaulle.
- **Cabestany :**
- . Guy - 06 20 01 43 88
- **Saint-Laurent-de-la-Salanque :**
- . Jean - 06 23 56 01 85
- **Corbère-les-Cabanès :**
- . Hervé - 06 83 93 61 64.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Administrateur :
Remi Cathala
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet / Jean Pouech
Illustrations : © Delgé

Impression :
Imprimerie Salvador
33 bd d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légalés.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Démocraties

De la bataille des retraites qui a vu le mouvement syndical dans le cadre d'une unité sans faille rassembler des centaines de milliers de salariés, de citoyens, de retraités, de jeunes, de moins jeunes avec une détermination plus que soutenue, il faut retenir bien sûr l'attachement à défendre un droit social majeur qui est de ne pas être taillable et corvéable à merci et sans fin par un pouvoir économique et politique qui rêve d'un monde sans code du travail. Le patronat ne veut s'obliger à rien, il n'accepte aucune contestation du désordre économique qu'il impose, il vit de l'injustice et de l'exploitation du plus grand nombre par la minorité des nantis et des bénis-oui-oui qui les soutiennent.

Des valeurs fondatrices

Dans cette bataille, les travailleurs ont exprimé un ensemble de valeurs dont je pense qu'elles sont fondatrices de notre ordre social, ce sont les socles de notre démocratie.

Démocratie... on pense démocratie politique... campagnes électorales ... isoler et tout le toutim. Mais avant, ou en même temps, dans un pays où les sujets du pouvoir sont avant tout des citoyens, dans un vrai pays républicain la démocratie politique, certes essentielle, n'est rien sans une démocratie qui irrigue l'ensemble des relations sociales, au travail, mais pas seulement. Elle diffuse aussi dans la vie associative, dans les institutions, dans toutes les formes de la vie collective, vous avez reconnu la démocratie sociale. Le citoyen n'est pas un pion qu'on manipule, mais un être libre et responsable dont l'avis compte pour ce qu'il est : un membre de la communauté garant de la démarche collective.

Professionnellement j'ai vécu la démocratie sociale dans l'institution scolaire, je sais ce qu'il en coûte pour la faire vivre. Prof, je me suis évertué dans mes classes à y sensibiliser les lycéens.

La gestation jamais achevée de la démocratie sociale

Les manifestants des quatorze journées d'action contre les 64 ans ont vécu sa difficile gestation, jamais achevée. Un pays libre vit de sa démocratie sociale et ceux qui s'y opposent remettent en cause cette liberté-là. La démocratie sociale est constitutive du peuple. Il est désolant de constater qu'une telle évidence est au-delà de la compréhension de Macron et de ses sbires pour qui il suffit de donner à la démocratie les parures de la légalité. L'opposition entre la légalité juridique, feinte ou réelle, d'une décision et sa légitimité sociale, son niveau d'acceptabilité par le peuple est un grand classique des débats pour définir la démocratie et souvent la réduire à la portion congrue

Le leurre

Pour le pouvoir, l'élection présidentielle en 2022 de Macron signifiait que le peuple voulait de sa réforme. Par la suite le recours au 49/3 en 2023 a fait croire à une apparence de légalité, mais après un débat escamoté et un vote qui n'a pas eu lieu. Mascarade de démocratie ! Le 8 juin l'utilisation forcenée de règles parlementaires douteuses justifiait (en toute légalité, prétendent-ils) que les députés n'aient pas le droit de la voter ou de la rejeter. Dans cette démocratie, le vote des parlementaires est sans doute un luxe inutile.

Cette légalité-là est à la légitimité ce que la margarine est à la crème fraîche : un leurre pour abuser son monde. La référence forcenée, sacralisée à la légalité, sans vouloir poser la question de la légitimité d'une décision, sape la base de notre démocratie, fait de la politique un jeu stérile où le peuple risque de ne plus se reconnaître. On en prend le chemin. La démocratie sociale est la terre nourricière de la démocratie politique.

Jean-Marie Philibert

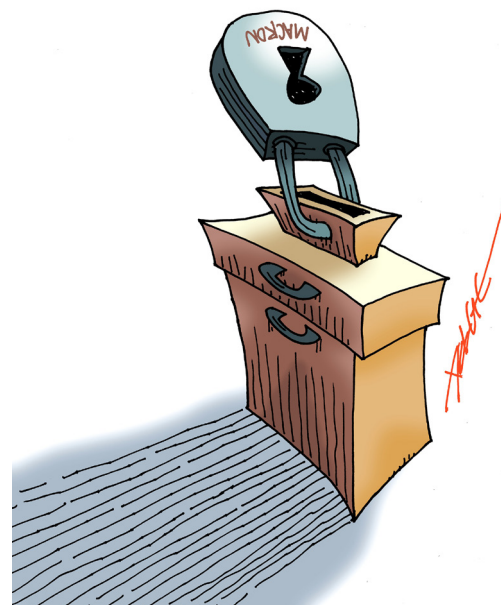


Le Serment du 8 juin

Sur le parvis du palais Bourbon, l'ensemble des députés de la Nupes a prêté serment (photo). Les mots ont un sens. L'engagement pris ne souffre d'aucune ambiguïté. Extraits.

« Nous, député.es membres de l'intergroupe de la NUPES, faisons aujourd'hui un serment solennel. Attaché.es aux principes républicains les plus fondamentaux, nous réaffirmons que le principe de toute souveraineté réside dans son peuple et sa représentation (...). Fidèles à la volonté majoritaire du peuple français qui s'est constamment exprimée ces derniers mois, notamment par de nombreuses mobilisations, et en phase avec l'ensemble des syndicats unis pour combattre ce projet, nous nous battons pour l'abrogation de cette loi inique. Nous réaffirmons un objectif commun avec le droit à la retraite à 60 ans » (...). « Nous faisons le serment d'agir sans relâche par tous les moyens institutionnels à notre disposition, à l'occasion de nos journées d'initiatives parlementaires, lors des débats budgétaires ou toute occasion opportune pour rassembler une majorité qui mettra fin à cette réforme injuste et injustifiée ».

Elle est fraîche, elle est belle, ma démocratie !



De Pôle emploi à « France Travail »

Un dispositif de contrôle aux caractères pervers

Plusieurs fois deviennent coutume ! La réforme de l'indemnisation du chômage est une réforme de plus adoptée unilatéralement, et une de plus qui se rajoute à la destruction des services publics. Regrouper sous un guichet unique les services de l'État, des collectivités territoriales, des associations, des missions locales jeunes, Cap emploi (handicapés), c'est abandonner le service public de l'emploi. Subordonner l'allocation chômage à 15 à 20 h d'activité en entreprises c'est infantiliser et mépriser les plus fragiles. Mais n'est-on pas habitué à ces logiques ?

France Travail : « remettre tout le monde au travail »

Le ministère du Travail, dans son dossier de presse du 12 septembre dernier, intitulé « plein emploi », a annoncé la création de la plateforme France travail censée entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier 2024.

Pour parvenir au plein emploi, nirvana tant attendu, trois nouveaux piliers sont déclarés essentiels : la réforme de l'assurance chômage, la création de France travail et l'action sur les métiers en tension. Le tout avec un bel objectif final de travailler mieux sans oublier la préservation de notre système de retraite (sic !).

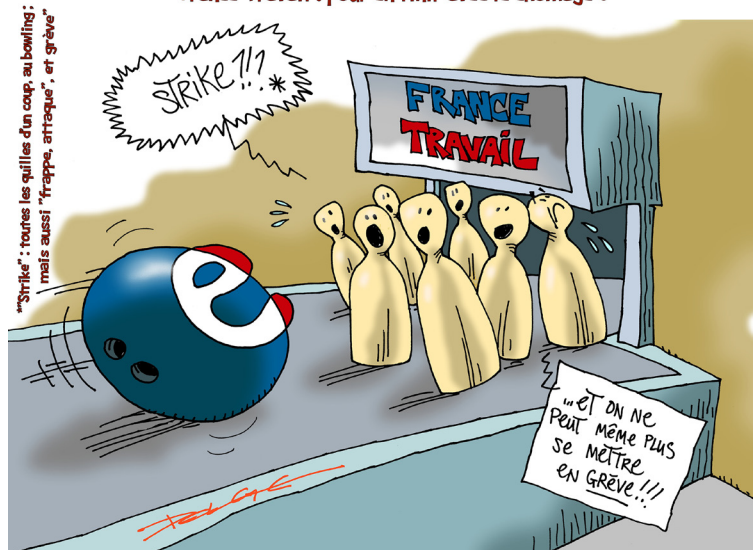
Création de France travail : vers un transfert de compétences aux régions

Demain, le futur nouvel opérateur regroupera l'ancien Pôle emploi, les Missions Locales et Cap emploi en tant qu'opérateurs France Travail. Il sera associé à des partenaires tels que la CAF, les OPCO, les associations d'insertion par l'activité économique, les associations de lutte contre la pauvreté voire des associations de quartier... La liste est bien longue... et, si l'esprit peut être louable, la réalisation concrète fait plus que question. Ces différents acteurs seront « gouvernés » par un ensemble État / collectivités territoriales / partenaires sociaux. C'est là que réside la grande nouveauté puisque les collectivités territoriales (régions, départements, communautés de communes) font leur entrée dans la prise de décisions et la gestion du service public de l'emploi (y compris au-delà de leurs compétences actuelles uniquement axées sur la formation).

C'est la première étape vers la destruction du cadre national du Service Public de l'Emploi vers le transfert de la compétence Emploi aux régions avec tous les risques que cela comporte.

Or, il est impératif que le Service Public de l'Emploi garde sa dimension nationale, avec un socle de services ouverts à tous les usagers partout sur le territoire national, conformément aux principes d'unicité et d'égalité qui doivent le gouverner.

France-Travail : pour en finir avec le chômage ?



Les métiers en tension, concept patronal opportuniste

Partant du postulat que des difficultés de recrutement coexistent avec un chômage trop élevé, l'idée de M. Dussopt est d'agir sur des leviers pour remettre tout le monde au travail rapidement. Comment ? C'est assez simple, en durcissant les règles d'indemnisations lorsque des secteurs sont en manque de main-d'œuvre et en les assouplissant lorsque le marché du travail est plus difficile à intégrer. Cette idée simpliste qui nie la réalité du marché du travail porte le doux nom de « *contracyclité* ».

C'est cette logique qui pointe dans les plans d'actions liés aux métiers dit « *en tension* » pour lesquels Pôle Emploi est prié, afin de permettre à tous les demandeurs qui sont direc-

tement employables sur les secteurs du transport, de la santé et de l'hôtellerie restauration, de les remettre bien vite au travail. Sinon ? Les services du contrôle de la recherche d'emploi, spécialement créés pour cette mission au sein de pôle emploi depuis environ 5 ans, cibleront ces demandeurs d'emploi en particulier pour les « *redynamiser* » entendons par là radier.

Si on creuse un peu, surgit vite la question de l'équité de traitement, et du risque d'indemnités différenciées selon le type de métier recherché ou selon le territoire. Et, en filigrane cela pose en réalité la question du caractère national de l'indemnisation du chômage.



Pour le travail gratuit, qui est concerné ?

Mandaté par le gouvernement, Thibault Guilluy a enfin rendu son rapport le 17 avril dernier après des mois d'atermoiements, validé par le parlement le 7 juin.

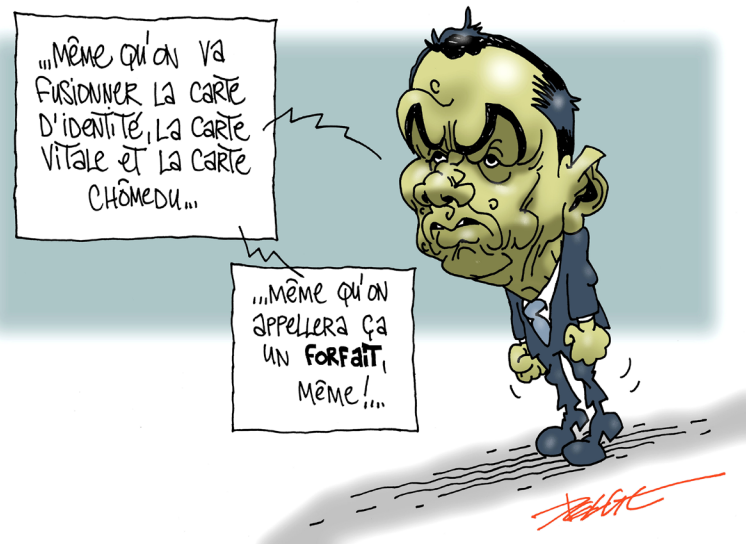
Demain, toutes les personnes en recherche d'emploi, y compris les bénéficiaires du RSA, devront signer un contrat d'engagement au début de leur parcours. En contrepartie du versement de leur allocation, les bénéficiaires des minimas sociaux devront 15 à 20h d'activité notamment en entreprise. Pire encore, demain, si dans une famille l'un des membres demande à bénéficier du RSA il sera automatiquement inscrit à France Travail mais son conjoint ou concubin sans emploi le sera tout autant voire les enfants majeurs non scolarisés !

Pourtant lorsqu'on travaille pour une entreprise, la contrepartie prévue est le versement d'un salaire alors de deux choses l'une soit il y a du travail pour tout(e)s et dans ce cas les travailleurs doivent être justement rémunérés pour le travail qu'ils fournissent soit ce n'est pas le cas et dans ce cas pourquoi vouloir fournir une main d'œuvre gratuite aux entreprises ?



FRANCE TRAVAIL

Après les retraites, le chômage : Dussopt tient la grande forme



Une grande entreprise de culpabilisation des privés d'emploi ”

En parallèle, France travail va intensifier les sanctions de radiation déjà existantes, rigides et très sévères (voir rapport 2021 et 2022 du Médiateur Pôle Emploi) sous couvert de mieux les adapter aux situations individuelles elles ne vont faire que se durcir un peu plus. Tout particulièrement pour les bénéficiaires de minimas sociaux qui pourront se voir appliquer une nouvelle sanction appelée « *suspension remobilisation* » qui pourrait aller jusqu'à la suppression totale de l'allocation (indemnisation ou minima sociaux) tout en restant dans l'accompagnement obligatoire dont l'immersion en entreprise. *On peut difficilement faire plus cynique !...quelle régression ! En effet, depuis des lustres tout le monde sait parfaitement qu'une personne ne peut se concentrer sur un parcours d'insertion, tout contractuelisé soit-il, s'il n'a pas de moyen de subsistance ! Voilà ce que nous promet aujourd'hui et demain ce gouvernement dans son si bel objectif de plein emploi.*

Idéologie de cette réforme

Cette vision qui consiste à faire peser

la totalité du poids du chômage sur le seul demandeur d'emploi est intolérable. Ceci en laissant les entreprises exemptes de toute contrainte et de toute obligation alors que trop souvent les offres restant non pourvues sont mal payées mal considérées et avec des conditions de travail comme de pénibilité qu'aucun salarié n'accepterait...

Pourtant cette logique est inhérente à la méthode gouvernementale dans l'ensemble de ses projets. Elle ne fait que culpabiliser et réprimer les plus fragiles en utilisant les opérateurs publics comme bras armé de ces méthodes honteuses.

Oser faire croire que les chômeurs, comme les bénéficiaires des minimas sociaux (RSA), seraient responsables de leur situation est tout simplement inacceptable, offensant et très loin de la réalité ! Quant à laisser penser que les demandeurs d'emploi ne prendraient pas les « *fabuleux* » postes qui leurs sont offerts parce qu'ils seraient des fainéants est plus qu'un raccourci insultant, mais le pas est vite franchi par nos décideurs qui résolvent le problème de l'emploi en traversant la rue ...



Local LGBT+66 saccagé

Deux soutiens d'importance : la LDH et VISA

D'un côté, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a écrit son indignation : « La LDH 66 a appris avec consternation la dégradation du local du Centre LGBT+ 66. Elle témoigne de son inquiétude face à la multiplication de ces actes d'intimidation homophobes ces derniers mois dans un climat d'impunité pour l'extrême-droite qui appose ses symboles tels les croix celtiques et revendique ouvertement ces actions ». Plus loin : « Elle apporte son soutien au Centre LGBT 66 et demande que les moyens soient mis en œuvre pour que les auteurs de ces actes homophobes soient poursuivis par la justice comme la loi le permet. La section appelle à participer à la marche des fiertés de Perpignan le 1^{er} juillet ».

De l'autre côté, l'association VISA, (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes*) a, elle aussi, tenu à réagir : « Nous condamnons avec la plus grande fermeté le vandalisme et les tags visant le local associatif du Centre LGBT+ 66 .Le 17 mai dernier, Journée internationale de lutte contre les LGBTIphobies, nos organisations syndicales étaient parties prenantes du rassemblement sur Perpignan. Nous tenons à rappeler que le monde du travail demeure un des lieux d'expression des discriminations et notamment des LGBTIphobies : injures, harcèlements, mépris, « outing » forcés, inégalités de traitement ou d'avancement de carrière ». VISA 66 appelle aussi à participer à la Marche des fiertés le 1^{er} juillet à Perpignan.

M.M.

* VISA 66 : CGT, CNT, Confédération paysanne, FSU, MNL, Solidaires



Stèle O.A.S. de Perpignan : une tumeur fasciste

Cela fera 20 ans que la stèle OAS du cimetière nord de Perpignan a été érigée par une association d'anciens OAS après arrangement avec J.-P. Alduy, le maire de l'époque, et la complicité de son premier adjoint, J. M. Pujol. Cette ignoble cénotaphe célèbre trois chefs de l'O.A.S., dont deux fusillés le 7 juin 1962. Depuis 20 ans, à cette même date, quelques adorateurs de cette tumeur fasciste viennent y déposer des fleurs. Malgré l'arrêté préfectoral récurrent d'interdiction de rassemblement, les organisations antifascistes sont présentes à proximité du cimetière pour exiger qu'elle soit démantelée.

R.H.

Suivez-nous



Luttes

Libertés syndicales en danger

Depuis quelques mois, en France et dans le département, les témoignages se multiplient. Les salariés qui luttent sont de plus en plus souvent poursuivis. Surtout quand ils sont syndiqués.

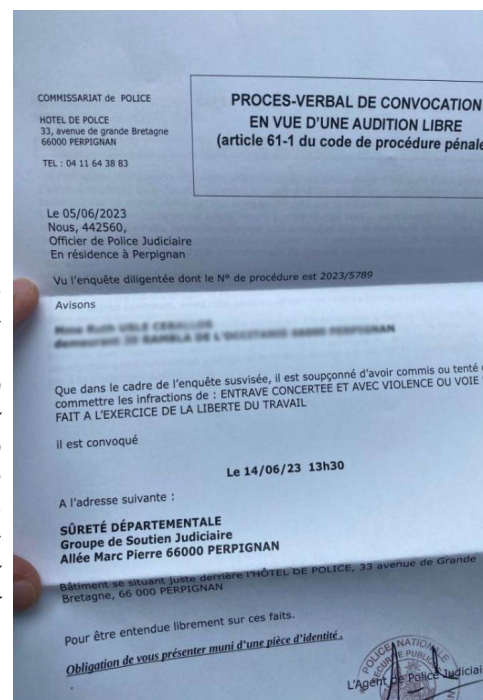
Le phénomène touche tout autant les grandes entreprises, privées ou administrations publiques, que les petites entreprises locales. Les exemples ne manquent pas. Près de chez nous, il y a Guillaume, conducteur TGV, qui a reconnu sa faute qui n'a produit aucune conséquence regrettable, menacé purement et simplement de licenciement sec, pour « faute grave ». C'est inhabituel. Il existe une palette de sanctions disciplinaires à la SNCF permettant d'éviter le pire. La direction a choisi la pire des sanctions. Il y a les postiers 66, au nombre de trois, convoqués par la justice (fac-simile), pour fait de grève et atteinte au droit du travail. Nombre de salariés de La Poste subissent le même sort au plan national. Il y a ce candidat CGT aux élections chez Trescases, au Boulou, convoqué et inquiété, cet autre salarié élu du

personnel chez Vias, toujours au Boulou, le représentant du personnel CGT de chez Cazes, à Rivesaltes, des gaziers perpignanais et d'ailleurs, etc.

"Il faut que cela s'arrête"

Pour Julien Berthelemy, « il y a accélération et multiplication des procédures disciplinaires contre les salariés qui résistent et qui luttent. Tout se passe comme si une consigne, ou une autorisation tacite avaient été données aux employeurs pour intimider, freiner la montée du mouvement social, limiter les recours à la grève. Il nous faut réagir, ensemble. La solidarité doit s'exprimer largement. Nous préparons des actions qui vont dans ce sens. Le fameux « dialogue social » s'engage dangereusement sur la route de la confrontation. Aujourd'hui, nous avons alerté le préfet ».

Michel Marc



Programme musical des 2 jours

30/06



→ Grande scène

20h30 - LOS RASKAÏ

23h - GRUPO COMPAY SEGUNDO

→ Scènes Félés du Bocal de 22h à 23h

Scène Alénia : Rouge

Scène Perpignan : Fiesta latina

01/07



→ Grande scène

20h30 - COMBO PACHECO

23h - LES NÉGRESSES VERTES

→ Scènes Félés du Bocal de 22h à 23h

Scène Alénia : Something special

Scène Perpignan : Rock'in chair

30/06 - 01/07 2023

Prévente
PASS
25€

P
GRATUIT

Fête du TCC!

30/06

GRUPO COMPAY SEGUNDO

Los Raskaï

Rouge

Fiesta Latina

01/07

LES NÉGRESSES VERTES

Combo Pacheco

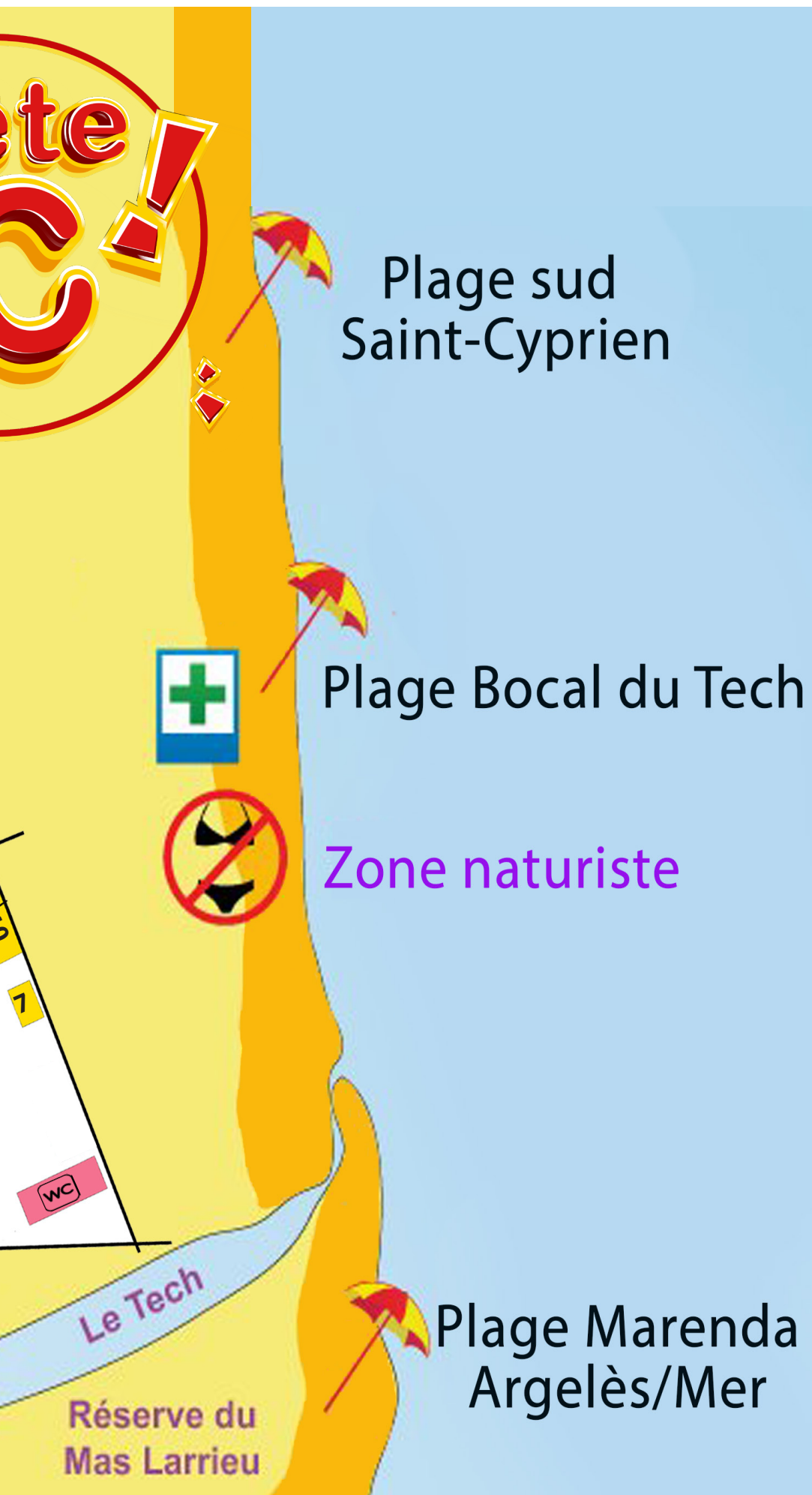
Rock'in Chair

Something Special



Route du Littoral - Argelès/Mer





Légendes

Les stands

- 1 → Montescot
- 2 → Elné
- 3 → Alénia
- 4 → Cabestany
- 5 → Agly / Fenouillèdes
- 6 → Albères - Côte Vermeille
- 7/8 → Amis du TC
- 9 → Jeunesse Communiste
- 10 → Aspres / Têt
- 11 → Canohès
- 12 → Conflent
- 13 → Perpignan
- 14 → CGT
- 15 → Vallespir
- 16 → Rivesaltes

Où se restaurer ?

Les nombreux stands vous accueillent et vous offrent la possibilité de vous sustenter et vous désaltérer durant les deux jours.

Atmosphère conviviale et de franche camaraderie garantie.

Agly-Fenouillèdes : boles de picolat

Agly-Têt (Rivesaltes) : moules frites et un verre de vin

Albères/Côte Vermeille : assiette d'agneau catalan - flageolets - un verre de vin.

Au bar : frites maison, saucisses, crêpes à toute heure

Alénia : gambas et frites

Aspres-Têt : salade et boles de picolat

Canohès-Toulouges : l'assiette de tapas:

Conflent : le bar vous attend

Elné : son couscous

Montescot : son punch kanak ou mexicain

Perpignan : sandwich américain et végétarien, grillades

Stand de la JC : le bar du bateau vous accueille en musique

Stand des Amis du TC : tartine de pain/tomate/jambon et escargots à la catalane

Le chalet accueille aussi Fraliberthé Solidarité 66 (vente de thés et infusions 1336)

Têt Roussillon (Cabestany) : kebab

Vallespir : accras de morue, colombo de porc (plat africain)

Les débats sur la fête

Vendredi 30 juin

18h → Inauguration de la fête en présence de **Léon Deffontaine**, nouveau porte-parole national du PCF et ancien secrétaire national des Jeunesses communistes.

Samedi 1^{er} juillet

A l'Agora

12h → Présentation de la semaine de la Paix qui aura lieu en septembre par **Michel Coronas** (PCF66) et **Hervé Bégué** (association « Cultures de paix »).

15h30 → Quel tourisme dans les P.-O. ? Peut-il être social et écologique ? Débat animé par **Aude Vivès**, conseillère départementale déléguée au tourisme, **David Berrué**, militant écologiste, porte-parole EELV 66, **Hélène Pons-Gralet** investie dans le tourisme rural et **Nadine Pons**, conseillère municipale, membre de la commission environnement du PCF66.

18h → Quels débouchés pour les luttes aujourd'hui ? Débat.

Au stand du Vallespir

16h30 → Quelle politique des transports ? Avec **Didier Le Reste**, président de la Convergence nationale Rail.

Au stand des Albères/Côte Vermeille

17h → Situation internationale : un défi pour la paix. Débat animé par **Jean Solbes**, ancien conseiller à l'ONU, spécialiste des questions américaines, en présence du **Mouvement de la Paix 66**, du **MRAP66**. Guerre en Ukraine, tensions en Asie, dans les Balkans, en Afrique, au Moyen-Orient. Rôle de l'OTAN, de l'ONU. Alignement de la France. Forte hausse des budgets militaires. Comment trouver les conditions de la paix ?

La librairie de la fête

Samedi 1^{er} juillet à 17 heures,
les auteurs suivants présenteront leurs ouvrages,
suivra un débat avec le public.

Katia Seus-Walker :

« *L'exode, Ella à la rencontre des Républicains espagnols* »,
éditions Bau-delaire.

Fille et petite fille de Républicains espagnols, se rendant pour la première fois à une commémoration de la Retirada, Ella va peu à peu, au gré des souvenirs qui remontent, des témoignages qu'elle re-cueille, des rencontres, revivre les moments tragiques qu'ont vécu trop de femmes, d'hommes, d'enfants.

Georges Chaluleau :

« *Couiza 1939, le camp oublié des Espagnoles* »,
Balzac éditions

Le camp de Couiza est réservé exclusivement aux femmes et enfants de moins de 15 ans. L'objectif de ce récit est de rendre hommage à ces 600 femmes et enfants qui y vécurent l'enfer entre février 1939 et avril 1940.

Roger Hillel :

« *Tout ça pour ça* », éditions Cap Béar

L'auteur évoque 60 années de militance communiste de 1960 à 2020, une succession d'étapes menant des certitudes aux doutes puis aux découvertes et aux désillusions. Un parcours personnel mais aussi l'occasion de revivre les moments importants de notre histoire.

Philippe Stierlin :

« *Mortel sourire* », éditions Arcane 17

Ce livre recèle tous les ingrédients du polar, plusieurs morts inexplicables qui, au fil de l'intrigue s'avèreront liées. Le roman se situe en pleine pandémie COVID, il permet d'introduire un sujet qui, visiblement, tient à cœur à l'auteur, les pratiques douteuses, voire mafieuses, des grands groupes pharmaceutiques.

Daniel Hernandez :

« *Le vin des César* », éditions Noir Austral

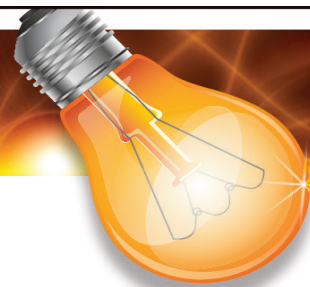
L'auteur a choisi pour décor le massif de la Clape et le village d'Ouveillan cher à son cœur. Sur le terroir où jadis les Romains implantaient les premiers vignobles de la Narbonnaise, le commissaire catalan Jepe Llense et son compère José Trapero, déploient toutes leurs astuces pour retrouver le responsable de l'attentat commis contre un négociant emblématique et sa maîtresse.

Merci à la librairie Renaissance de Toulouse présente à la fête.

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION



TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : **04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12** - Email : marje66@jeantourres.com

La CGT 66 alerte L'été s'avance : les risques sont là

Il n'y a pas d'évidences en matière de sécurité. Les responsables syndicaux de l'hôpital public et des pompiers professionnels ont tenu à le rappeler, avec gravité.

Rappeler que, pendant deux mois consécutifs, la population départementale va considérablement augmenter, passant de 480 000 à 1 500 000 habitants, a semblé utile aux responsables CGT pour exprimer les insuffisances qui ne manqueront pas d'altérer, d'affaiblir la sécurité de chacun. Il y a, bien entendu, les questions sociales et économiques qui accompagnent ces périodes, avec l'augmentation des loyers, des prix à la consommation et qui touchent particulièrement les plus modestes et les travailleurs saisonniers. Cette année, il faudra y ajouter la crise hydrique et les dispositifs à respecter.

Dans ce cadre, « l'hôpital public, en l'état, ne sera pas en mesure d'assurer efficacement la protection sanitaire des populations présentes. La question des urgences

va être à nouveau posée. Si rien n'est décidé pour augmenter nettement les effectifs soignants, des vies seront mises en danger et les conditions d'exercice des équipes vont considérablement se dégrader. Il faudrait, pour fonctionner à peu près bien, 300 embauches supplémentaires sur l'hôpital, tous métiers confondus. Il n'y a aujourd'hui qu'une seule équipe SAMU alors qu'il en faudrait, en période estivale, au moins trois ». Les choses sont dites.

Un manque criant de personnel

Les pompiers, de leur côté, expriment les mêmes inquiétudes. Ils alertent. « La sécheresse semble changer la donne, mobilisant plus qu'à l'habitude les forces sur l'ensemble du territoire. Les « renforts » seront donc moins disponibles. Les risques incendie



© Michel Marc

sont maintenant partout et commencent plus tôt. Nous avons besoin de femmes et d'hommes sur le terrain, incendies et secours aux personnes. Il en manquera pour faire face. C'est notre conviction. Après, il sera trop tard pour regretter ». Le syndicat CGT évoque le chiffre de 100 personnels supplémentaires qui permettrait de faire face. Les pouvoirs publics sont informés.

Michel Marc

La mer n'est pas une poubelle



On aurait pu croire que dans notre temps d'attention soutenue portée à l'environnement, à la nature, à son respect, certains spectacles où la nature devient le déversoir de tout ce qui nous dérange nous seraient épargnés. Eh bien non ! Cerise sur le gâteau, le lieu qui sert de poubelle est très estimé des gens d'ici, comme de ceux d'ailleurs. Il s'agit d'une plage à l'ancienne qui a évité l'urbanisation, qui a gardé ses petites maisons construites sur le sable, qui sert de transition entre la côte sableuse et la côte rocheuse...

Vous avez reconnu Le Racou !

Au Racou, on n'en revient pas. La jetée qui encadre l'ouverture du port d'Argelès est en cours de réfection, de solidification, depuis des mois. Paraît-il que c'était une nécessité. Des fonds marins qui sont creusés pour permettre ces travaux et mettre en place la nouvelle jetée, sont sortis des quantités très importantes de produits noirâtres, des déchets portuaires peu ragoutants, absolument pas identifiables dont visiblement personne ne sait que faire.

Que pensez-vous qu'il arriva ? On informa, on discuta des différentes options possibles. Oh que non ! Vous n'y pensez pas, la municipalité d'Argelès a trouvé la solution : grâce à une noria de gros camions chargés de la chose (beurk) on l'a transportée sur la plage d'à côté, celle du Racou qui se trouve transformée en zone nordique avec des terrils bien sales aux dimensions surprenantes. Les touristes attendus sans doute apprécieront, ce qui peut apparaître comme un ré-ensablement inattendu.

Comme le spectacle risquerait de virer au cauchemar pour les amoureux du lieu, des engins viennent régulièrement pousser des quantités de ces cochonneries inconnues vers la mer où elles s'écoulent lentement avec l'espoir qu'elles y disparaissent. En attendant quelques baigneurs sur la plage font trempette dans la gadoue... Argelès revendique le pavillon bleu...peut-être aura-t-il le pavillon marron. À moins qu'un éclair de lucidité conduise la municipalité à prendre conscience qu'elle fait une bêtise.

Jean-Marie Philibert

En Català



Flama del Canigó, Festa dels Països Catalans

- Ja tornem a ser a les portes de Sant Joan. Aquest cap de setmana tindrà lloc la Trobada del Canigó; pujaran els fogots de xirments, per la gran foguera que el 23 de juny distribuirà la Flama del Canigó.

- Apolit. Trobada sí, mes amb les limitacions per la sequera i el risc d'incendis. Tinc entès que aquest any belleu no encendran pas el foc al pic i o faran prop dels Cortalets. Fa pas res, d'una manera o altra tindrem Flama del Canigó. Mes ja veig que un cop més, tu que ets un descregut, t'apuntes sense escrúpols a una celebració dedicada a un sant?

- Què dius? Saps ben bé que les celebracions del solstici d'estiu i les festes del foc que l'acompanyen tenen un origen pagà i més antic que qualsevol església.

- Ben segur. Tranquil, jo tampoc me perdi pas mai l'arribada de la flama al meu poble: la foguera, belleu una tall de botifarra a la brasa, un tall de coca, tot això fa part del ritual.

- Cadascú s'hi afegeix com li plau i en fa la interpretació que li plau. Però per mi, és la Festa Nacional dels Països Catalans. Una celebració col·lectiva que surt del nostre Canigó, que s'escampa per totes les terres catalanes, fins a les terres barcelonines, o al país valencià.. I aquesta tradició, indiscutiblement catalana, pren una dimensió universal. Perquè figura-te que la Flama arriba fins al Parlament Europeu. És pas bonic això?

- És magnífic, mes te veig tu mateix molt enflamat. Només per temperar un bri el teu discurs, te recordi que tot i les arrels paganes, aquesta tradició tal com la vivim avui, és molt recent, va neixer als anys 1950, i es deu a la iniciativa d'un grup de persones (especialment el Francesc Pujades, des d'Arles de Tec), que se van posar d'acord per encendre un foc a dalt del Canigó i portar la flama als pobles de sota.

- Ho es ! Mes això treu pas mèrit al que ha esdevingut avui la Flama del Canigó: un símbol col·lectiu d'identitat catalana.

- Seré pas jo que te diré el contrari. Aquesta flama surt de casa nostra i se manté viva. Celebrem-ho !

C&C

Fret SNCF

Le préfet des P.-O. a reçu les représentants syndicaux



Le Fret Rail SNCF, déjà mal en point au plan national, va encore subir les assauts de la commission européenne au nom de la concurrence libre et non faussée.

Il s'agissait, pour les syndicats présents (CGT, FO, Sud rail et Unsa), de décrire au mieux les effets de « l'accord » passé entre le ministre des Transports, l'État et la commission européenne. Une capitulation en rase campagne. Ni plus ni moins. L'entreprise nationale est donc punie et devra, dans un certain nombre de cas, céder ses activités, son matériel et son savoir-faire à la concurrence privée. Les effets concrets ne manqueront pas d'apparaître.

82 emplois en moins dans le département

Rien que pour les P.-O., d'après les syndicats, ce sont 165 trains par semaine qui vont cesser leur activité, ce sont 8000 camions par semaine en plus sur les routes, et, pour couronner le tout, ce sera une moindre sécurité de circulation des trains privés restant en activité. Il s'agit « d'une vraie catastrophe sociale et écologique. Les opérateurs privés vont se consacrer au rendement financier, vont ne garder que

les « flux » (trajets) rentables et rogner sur les exigences de sécurité. Ils n'auront pas les mêmes préoccupations. Oui, nous le disons, il y aura bien disparition de certains trajets (flux) peu rentables financièrement. C'est logique. À propos de la sécurité, nous avons déjà surpris un train de plus de 1 km alors que le règlement limite la longueur des convois à 850m ».

Les luttes pour empêcher le mauvais coup

Le train primeur est aujourd'hui à l'arrêt. 22 des 25 conducteurs du département ont cessé le travail. Quelques journées d'action sont programmées dont celle du jeudi 15 juin, à Saint-Denis, devant la maison mère SNCF. Le 27, ce sera un large rassemblement qui sera programmé à Perpignan, avec associations, partis politiques, syndicats et citoyens. « Nous y travaillons ». Le préfet a écouté. Il a promis de transmettre.

Michel Marc

AESH

La journée de grève lancée par les fédérations syndicales de l'Éducation nationale, ce 13 juin, sonne le retour du combat des AESH (Accompagnants d'élèves en situation de handicap) pour s'opposer à la fusion prévue de leurs missions avec celles des surveillants, mesure largement contestée lors de la conférence nationale sur le handicap, fin avril. C'est le retour de la lutte contre la grande précarité de cette profession exercée par 132 000 salariés, la deuxième corporation la plus fournie de l'Éducation nationale après les professeurs. Ici, les manifestants à Perpignan devant le Castillet.



© Jean-Marie Philibert

NOSTRE MAR

© Georges Bartoli



Octobre 2015, camp sahraoui de Smara, sous la tente HCR.

Regards humains et éthiques sur le monde méditerranéen

Dans le cadre du festival Nostre Mar une exposition-photo collective réunit au Palais des Rois de Majorque des images fortes sur les traumatismes qui traversent les rives de la Méditerranée. Le festival a invité plusieurs photographes clairement engagés.

Victorine Alisse

Son travail a pour cadre le village de Wadi Fukin en Cisjordanie occupée. La photographe s'intéresse à la terre, à la transmission, à l'accaparement des terres par les colons. Elle propose une série de portraits, des ouvriers agricoles qui travaillent des deux côtés du mur, chaque portrait est assorti d'un témoignage. Pas de violence dans ces images pourtant fortement éloquentes.

Matthias Benguigui et Agathe Kalfas

Leur travail, *Les chants de l'Asphodèle*, est le résultat d'une longue immersion dans l'île de Lesbos, point d'arrivée en

2015 d'importantes vagues de migrants. La population de l'île est constituée à 50 % d'enfants de réfugiés. Les deux photographes ont noué des relations avec les habitants et proposent des histoires humaines, des trajectoires avec de beaux portraits, des paysages, des moments de bonheur partagé.

Ameer Alhabi

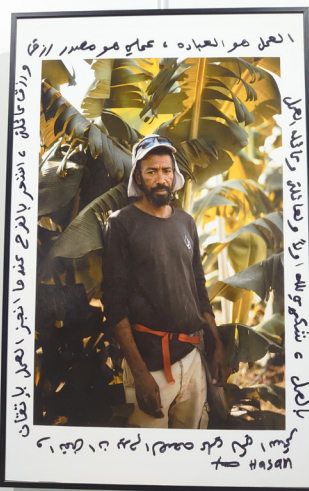
Ce jeune photographe syrien a vécu la guerre dans sa chair. Réfugié en France, il témoigne d'un vécu terrible à Alep, la révolution, le conflit, le siège, les bombardements. Son reportage, *Dans les bras de mon père*, montre des photos grands formats d'enfants tués ou blessés portés par des adultes, les

corps étant cachés par de vrais bouquets de fleurs. Un coup de poing au cœur.

Georges Bartoli

Sous le titre de *Sœurs de Méditerranée*, Georges a rassemblé une sélection d'images de camps de Sahraouis, de Barcelone, du Liban, de Palestine, de Kurdistan et d'ici, de Saint-Jacques où il est né. Dans tous ces lieux, des femmes, souvent à la peine, mais aussi combattantes. Des images qui témoignent de toutes ces années à couvrir l'actualité en mille points du globe. Des images qui témoignent aussi de l'empathie de son regard.

Nicole Gaspon



Où sortir ?

Perpignan

Centro espagnol | Samedi 17 juin à 20h | Concert - **Salsa** | Entrée libre.

Place de la Belgique | Mercredi 21 juin à 20h | **Fête de la musique** | Gratuit.

Oppidum de Ruscino | Mercredi 14 juin à 20h30 | Musique, danse - **Le Bal Marionnettique** | 20€/réduit 10€.

Eglise des Dominicains | Du 15 au 16 juin à 21h30 | **Expérience musicale magique - Candlelight** | 45€/réduit 15€.

Palais des expositions | Du 16 mai au 20 juin | Théâtre - **Les Vengeurs - le flower killer** | 16€/réduit 13€.

Institut Jean Vigo | Mardi 20 juin à 19h | Projection - **Tilo Koto** | 6€/réduit 5€.

Amélie-les-Bains

Centre ville | Samedi 17 juin de 9h à 18h30 | **Fête des mulets** | Gratuit.

Le Soler

Eglise | Samedi 17 juin à 16h | Gospel - **Cœur de chauffe** | Gratuit.

Maury

Village | Du 15 au 17 juin à 19h | **Voix de femmes** | 38€ / Pass 3 jrs 89€.

Port-Vendres

Parvis cinéma Vauban | Mardi 21 juin à 18h30 | Concert - **Des musiciens de l'école de musique de Collioure** | Gratuit.

Expo photo

Poésie de contrebande

Les images imprévisibles et poétiques d'Étienne Conte à voir jusqu'au 23 juin à la Maison de la Catalanité.

À découvrir l'accrochage des photos d'Étienne Conte dans les deux salles de la Maison de la Catalanité à Perpignan, on a l'impression d'entrer comme par effraction dans un univers, de partir à la découverte de signes, de traces. Le titre, *Poésie de contrebande*, pique la curiosité. « Je cherche à élaborer un langage photographique personnel, à oublier l'objet... » déclare le photographe. Une façon particulièrement juste de définir son travail. Montre-t-il des paysages ? Pas vraiment. Des portraits ? Non plus. Plutôt des instants saisis, des vues au travers d'autre chose, comme d'une fente, ou une porte entrouverte, une fenêtre ensevelie sous une énorme bougainvillée, une caravane cachée par un arbre, un coin de fauteuil, une main sur un appui... Pas ou peu d'humains, juste une tête de femme de dos, le regard du spectateur forcément attiré par la lourde natte. Des lieux et des choses anonymes, qui peuvent être d'ici ou d'ailleurs, peu importe. Les images se partagent entre noir et blanc et couleur, toutes également épurées, le travail de la couleur est magnifique. L'ensemble est un bel alliage d'humour et de poésie.

N.G.

Faire sauter le masque du RN

Dans la crise politique orchestrée par Emmanuel Macron, l'extrême droite avance ses pions camouflés sous des propositions fallacieuses. Décryptage.

Regardons de près ce qu'avance le RN. Ce parti fondé par d'anciens collabos, n'est pas autre chose qu'un fossoyeur de notre protection sociale grande conquête du programme du Conseil National de la Résistance.

L'exemple de la retraite à 60 ans promise par Marine Le Pen lors de la Présidentielle, repoussée à 62 ans dans des déclarations récentes, est significative. Dans les propositions du RN, la retraite est conditionnée à 42 annuités de cotisations. Pour ceux qui ne commencent pas à travailler à 20 ans et/ou qui a une carrière interrompue (maladie, grossesse, temps partiel, études, formation, chômage...), cela repousse la retraite avec pension complète souvent bien au-delà des 64 ans proposés par Emmanuel Macron ! En ne faisant aucune proposition de financement de notre système de retraites, le RN acte sa disparition.

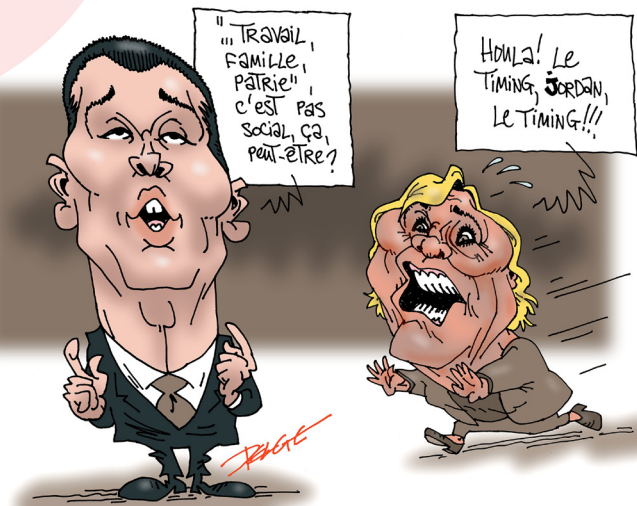
Marine Le Pen veut augmenter le SMIC de 10 % jusqu'à trois SMIC, elle ne précise pas qu'elle compte financer cette mesure en exonérant la part patronale des cotisations sociales. C'est un cadeau XXL pour le patronat qui n'aurait pas un centime à rogner sur ses bénéficiaires. Une menace directe pour le financement de la Sécurité Sociale et une double peine pour les Français qui verront l'augmentation de leurs salaires financée par leurs impôts et, dans le même temps, baisser leur prise en charge maladie.

Dénoncer la duplicité du RN

Entre les mots et les faits, il y a un gouffre, à l'Assemblée nationale, les députés RN ont voté contre l'augmentation du Smic, contre l'indexation des salaires sur l'inflation et leur encadrement. Ce qui révèle l'imposture sociale de ces prétendus défenseurs du pouvoir d'achat.

Ils ont voté contre le blocage des prix des produits de première nécessité, la gratuité des premiers mètres cubes d'eau, la gratuité des cantines scolaires pour les plus modestes, la revalorisation des petites retraites.

Mais puisqu'on vous dit que le R.N. a la fibre sociale...



Ce sont bien les alliés du président des riches. Ils ne veulent pas de rétablissement de l'ISF, de taxe sur les superprofits ni d'augmentation de la TVA sur les produits de luxe. Par contre, ils militent pour la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires et la baisse des cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Ils trompent les Français prônant leur « paix sociale ». Leurs sympathisants d'ultra-droite défilent dans certaines villes en hurlant leur haine de l'étranger. Ils n'hésitent pas non plus à attaquer des élus de la République comme à St-Brévin.

La peste brune avance masquée. Elle tente d'innover la société pour détruire le social et la République. Le peuple ne doit pas laisser faire.

Dominique Gerbault

Liberté d'expression

Où est la Palme d'or ?



La France de l'exception culturelle n'a pas l'air de se sentir honorée par Justine Triet qui s'est vu décerner la Palme d'or au Festival de Cannes, la troisième jamais attribuée à une réalisatrice, sans que le président de la République n'ait daigné la féliciter.

Quel forfait a-t-elle commis ? Avec une joie mêlée de colère et de contestation, après avoir vivement dénoncé la manière dont le gouvernement français avait « nié de façon choquante » la protestation contre la réforme des retraites elle a demandé au pouvoir de ne pas céder d'un pouce

sur l'exception culturelle. Ces accents de vérité semblent si dérangeants qu'on s'empresse de la réduire au silence ! Ne s'exprimant pas dans le langage escompté, taxée avec condescendance d'extrême gauchisme et d'ingratitude, silence radio, circulez !

Ce qui lui est reproché, c'est la liberté avec laquelle elle s'est emparée du pouvoir que représente sa Palme d'or pour en faire ce qu'elle voulait. Le discours de Justine Triet aura permis de démasquer ceux qui portent avec arrogance cette idéologie démagogique qu'elle entendait dénon-

cer. Force est de constater que l'ensemble des médias emboîte le pas à cette démarche nauséabonde en réduisant cette réjouissante Palme d'or au silence. De quel monde rêvent-ils ?

Avec véhémence et détermination, la réalisatrice primée nous signale que les femmes ne sont pas sorties du rang pour faire de la figuration... Dont acte !

Evelyne Bordet

« Anatomie d'une chute » palme d'or Cannes 2023. Dans les salles le 23 août.

Tunisie

La vague répressive s'intensifie

La répression déployée par Kais Sayed, autocrate sans limites, prend l'allure d'une véritable chasse aux sorcières.

Aucun milieu social n'est à l'abri de la répression qui se déploie en Tunisie, servie par un appareil sécuritaire hors procédures et le poids des syndicats de policiers. Le président a mis en place une machine infernale qui multiplie les coups de filet en utilisant écoutes, surveillance de domiciles, contrôle des réseaux sociaux, dénonciations. La magistrature, dûment épurée et soumise au président, étant utilisée pour judiciairiser les poursuites. Le président, de son côté se livre sous l'œil des caméras à des diatribes répétées. Prétendant défendre « *le peuple* » martyrisé par Eux, ceux de toutes sortes qu'il désigne comme ses adversaires, Kais Sayed s'en prend indistinctement aux partis politiques, qui ont tenté de freiner son accès au pouvoir absolu, au journalisme indépendant et à tous les corps intermédiaires capables d'exprimer des opinions critiques. Ce faisant il prétend défendre « *le peuple* » menacé et spolié par des adversaires qu'il dénomme ses ennemis, car ils le mépriseraient, jouiraient de privilèges, s'enrichiraient, aux dépens du peuple bien sûr. Mais qui surtout, ont le tort de ne pas se soumettre à son « *magistère* ».

Des attaques encore plus profondes du corps social, notamment contre les jeunes

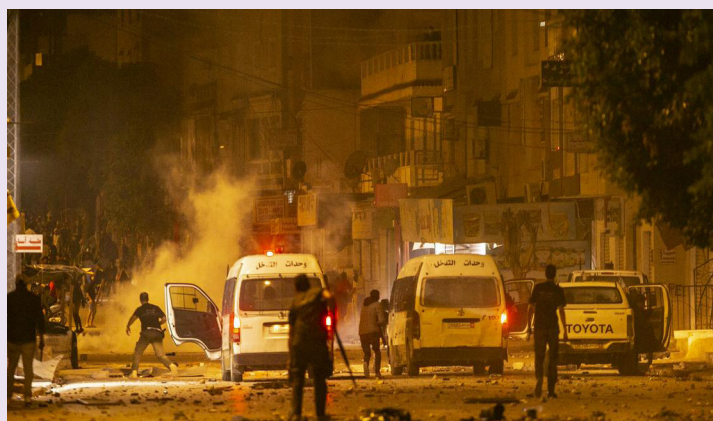
S'emballant, la machine répressive pénètre plus profondément le corps social, en visant particulièrement les jeunes, poursuivant systématiquement les « *mouvements de jeunes et de citoyenneté* », et même des groupes de jeunes sportifs. Ce faisant la répression affecte aussi les milieux populaires, elle touche quiconque prétend user du droit inalié-

nable à la liberté d'opinion et d'expression. Dans divers quartiers ou localités, des affrontements fréquents opposent des groupes de jeunes à la police, particulièrement à la suite d'arrestations.

Et dans ces conditions la machine répressive tend à échapper au contrôle de ses promoteurs.

Conduisant peut-être à un effet boomerang dont on ignore quelles formes et orientations il pourrait prendre dans un pays confronté aux pires difficultés que de plus en plus de jeunes cherchent à désertir.

Y.L.



La Tunisie de Kais Saïed va droit dans le mur.

Le 23 juillet, on vote en Espagne

Le Premier ministre socialiste Sanchez a décidé d'élections législatives anticipées le 23 juillet. La donne politique pourrait changer, radicalement. Mais rien n'est joué.



À la tête d'un gouvernement de gauche (socialistes, communistes et Podemos) dont les décisions ont été, sans conteste, plutôt favorables au monde du travail, le Premier ministre se trouve aujourd'hui en grande difficulté. Sur des questions importantes (salaires minimum,

protection sociale, égalité homme-femme, environnement...), les réformes ont été, malgré l'opposition des forces réactionnaires libérales, engagées avec succès. Malgré tout, les partis de gauche au pouvoir à Madrid viennent de subir un échec électoral important. Les élections régionales et municipales ont validé une montée (inexorable ?) des partis de droite (Parti Populaire, PP) et d'extrême droite (VOX) qui double le nombre de ses voix. La gauche a perdu des régions et des municipalités importantes. Dans l'urgence, de nouvelles élections ont été convoquées. L'extrême droite VOX a d'ores et déjà proposé (monnayé ?) ses services au Parti populaire.

À gauche, l'espoir ? « Sumar ! » (« Rassembler, ajouter » en espagnol)

Principale figure de la gauche radicale, Yolanda Diaz, la ministre communiste du Travail et

ancienne syndicaliste, s'est fixée pour objectif de rassembler tous les partis progressistes sous la bannière de « Sumar ». Elle jouit d'une grande popularité. Mais les choses n'ont pas été simples, même si elles avancent. Podemos, dans un premier temps réticent à l'idée de candidatures « Sumar », de peur de perdre un hypothétique leadership, a finalement accepté de rejoindre la plateforme lancée par Yolanda Diaz, « *au terme de longues et difficiles négociations* », d'après Robert Martin. Il y a là Izquierda Unida, le PCE, Verdes Equo, Alianza Verde et d'autres formations. D'après Izquierda Unida « *nous devons offrir une proposition sérieuse et crédible... Il n'y a plu le temps pour se lamenter. La convocation d'élections générales nous oblige à être à la hauteur du pays...* ». L'enthousiasme est présent. Suffira-t-il ?

Michel Marc



La vie ensemble



ELNE / 66

LES VERGERS DE LAS CLOSES

Devenez propriétaire de la maison de vos rêves au cœur d'un paysage naturel d'exception au bord de la Méditerranée

TERRAINS À BÂTIR

VIABILISÉS ET LIBRES DE CONSTRUCTEUR



À 15 min* de Perpignan et à 10 min* des plages de Saint-Cyprien



Infrastructures scolaires pour les petits jusqu'au collège



Une ville chaleureuse avec des restaurants et des commerces à proximité

nexity.fr
04 88 69 56 96
Prix d'un appel local

icade-immobilier.com
04 13 13 01 34

SNC Foncier Conseil - RCS Paris 732 014 964 - 19, rue de Vienne - 75801 Paris Cedex 08 - Icade PROMOTION - Immeuble Open - 27, rue Camille Desmoulins - CS 0166 - 92445 Issy-les-Moulineaux Cedex - SASU au capital de 29 683 456 euros - RCS Nanterre 784 606 576 - N° Orias 13003036 - IOBSP Mandataire Non Exclusif - Carte T CPI 7501 2016 000 016 385 délivrée par la CCI de Paris. Illustrations non contractuelles. Conception : AERDE FPA - 06/2023